

trance, le chancelier ne peut parler de paix. Mais nous sommes libres de le faire. Les nations veulent la paix. Si on dit le contraire dans n'importe quel pays, on ment tout à fait. La nation française est tenue dans l'ignorance par une censure sévère qui l'empêche de voir que son pays, aussi bien que la Belgique, pourrait être libre aujourd'hui sans dépenser une goutte de sang de plus et sans perdre un pied carré de terrain de plus". Remarquez bien ces derniers mots : la France pourrait faire la paix, sans perdre un pied carré de plus que ce qu'elle a perdu en ce moment. L'Allemagne consentirait généreusement à ne garder que les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne, des Ardennes, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, etc. Au moins c'est le sens qui nous paraît devoir être attribué à ces paroles. Au surplus, un autre orateur a été plus explicite. Le comte Wostapp, un des chefs du parti conservateur, a dit : " Ce que nous avons conquis au prix de notre sang, nous le tiendrons aussi longtemps que cela sera nécessaire pour assurer l'avenir de la nation allemande ". Ici il n'y a pas d'équivoque. Evidemment il faut que l'Allemagne subisse encore d'autres défaites avant qu'on puisse songer à conclure une paix juste et honorable.

* * *

En ces derniers temps, le Parlement français a peu fait parler de lui, et nous serions tenté de l'en féliciter. Nos lecteurs le savent, nous estimons qu'en temps de guerre le parlementarisme doit confiner son ambition à faire tout ce qui est nécessaire pour seconder les efforts de ceux qui défendent la patrie; et il lui incombe de réduire au minimum les débats politiques.

Il nous semble que M. Briand est pour beaucoup dans l'assagissement du Parlement. On sait que nous sommes loin